



Après 9 ans d'austérité, les travailleur-se-s du service public méritent bien une augmentation !

(21 juin 2017) Lors de la Journée des services publics du 23 juin, les citoyen-ne-s du monde entier rendront hommage à tous ces services, dans l'éducation, la santé, le social et bien d'autres, qui sont assurés quotidiennement et continuellement par les travailleur-se-s du service public. Cette année, la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) ainsi que le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) souligne l'engagement de ces millions de travailleur-se-s pour maintenir des services de qualité tout en faisant face aux effets durables des réductions ou du gel de leurs salaires. Les travailleur-se-s ne méritent pas le sort qu'il leur est fait.

Dans toute l'Europe, les emplois, les salaires et les conditions de travail des travailleur-se-s du service public ont payé un lourd tribut du fait des politiques d'austérité. Pourtant, les gouvernements n'ont pas hésité à renflouer les banques pour stabiliser l'économie mondiale consécutive à la crise financière. Renflouement d'un côté et coupes sombres dans la dépense publique de l'autre, celles-ci ciblent les services publics ainsi que les travailleur-se-s eux-mêmes.

Quelques années après la crise, pas moins de 19 pays sur le continent ont imposé des diminutions ou des gels de salaires, touchant 20 millions de travailleur-se-s. Les suppressions de postes, l'arrêt du recrutement et l'expansion de la précarisation des conditions de travail augmentent d'autant la pression sur ceux et celles qui continuent à travailler, délivrant plus de service en étant moins payé-e-s. Tandis que les salaires ont progressivement atteint un niveau normal dans certains pays, des millions de travailleur-se-s accusent toujours une perte de pouvoir d'achat. Au Royaume-Uni comme en Italie, le gel des salaires et les augmentations inférieures au taux d'inflation ont conduit les travailleur-se-s du service public à accuser une perte moyenne de 4000 euros sur l'année. Quand en Grèce, c'est 40% de perte de pouvoir d'achat (en termes réels), en Espagne et au Portugal, les syndicats négocient des augmentations afin de restaurer les 15% et 9% de perte de pouvoir d'achat.

Le Secrétaire général de la FSESP, Jan Willem Goudriaan souligne que « *s'attaquer aux salaires des travailleur-se-s dans les services publics ou aux services eux-mêmes, c'est se tromper de cible. Ils continuent à payer les pots cassés alors que les banquiers responsables de la crise financière se distribuent les bénéfices et de généreux bonus. Il est temps que l'investissement public remédie au manque de personnel et assure des services publics de qualité partout en Europe.* »

Un signal positif nous vient d'Irlande où les syndicats négocient actuellement un nouvel accord sur les salaires qui va dans le sens d'une restauration du pouvoir d'achat perdu à cause des coupes et du gel des salaires depuis 2009. Dans d'autres pays aussi cela doit se faire, tout comme le rétablissement des conventions collectives pour les infirmier-e-s, les professeur-e-s, les policier-e-s, les pompier-e-s et tous ces millions de travailleur-e-s des services publics.

Susan Flocken, directrice du CSEE, ajoute « *nous ne pouvons pas ignorer les conséquences des coupes et le gel des salaires des professeur-e-s et des autres travailleur-e-s des services publics. Nous sommes confrontés à des conditions d'emploi de plus en plus précaires et à un manque de personnel dans l'éducation. Les syndicats jouent un rôle important en s'engageant dans la campagne pour des conditions de travail et de salaires décentes. Une profession d'enseignant attractive et gratifiante, basée sur une éducation de haute qualité, pose les bases de notre société et de notre futur* ».

La FSESP et le CSEE saluent l'initiative de la CES de lancer une campagne pour une augmentation de salaire pour tous les travailleur-e-s sur le continent et nous soutiendrons fermement cette augmentation pour les travailleur-e-s du service public.

Contacts presse :

Pablo Sanchez-Centellas, +32 474 626 633, psanchez@epsu.org

Victor Belaud, +32 22240674, victor.belaud@csee-etuice.org

Pour plus d'informations : www.epsu.org and <https://www.csee-etuice.org/en/>